



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

04/01/2024

Nettoyage ethnique et occupation militaire.

L'État d'apartheid sioniste poursuit son œuvre de mort.

Gaza : rien de nouveau sous le soleil, le génocide continue !

L'État d'apartheid sioniste poursuit son œuvre de mort. Non seulement, chaque jour les bombardements s'intensifient, mais en plus il organise la mort des Palestiniens par la faim ou la maladie.

La guerre entre Israël et Gaza a tristement établi plusieurs records mondiaux. C'est le conflit le plus meurtrier pour les journalistes depuis 30 ans. Il a causé la plus grande perte de vies humaines pour le personnel des Nations unies « nous n'avons jamais assisté à l'assassinat de 136 membre de notre personnel dans toute l'histoire de notre organisation » (Guterres, secrétaire-général de l'ONU). Le nombre total d'attaques contre les établissements de santé et leur personnel devrait être le plus élevé jamais enregistré, et les établissements scolaires ont été dévastés, 51 % d'entre eux ayant été endommagés. Les règles internationales telles que les conventions de Genève n'ont pas été respectées : des hôpitaux et des ambulances ont été pris pour cible, des organisations d'aide médicale telles que Médecins sans frontières (MSF) et Save the Children ont été attaquées et ont perdu des membres de leur personnel.

La guerre menée par Israël contre les Palestiniens est particulièrement meurtrière pour les enfants. Il s'agirait du conflit le plus meurtrier pour les enfants de ces derniers temps : selon l'Organisation mondiale de la santé, environ 160 enfants ont été tués par jour le mois dernier. À titre de comparaison, trois enfants sont tués chaque jour dans le récent conflit en Syrie, deux en Afghanistan et 0,7 en Ukraine. Le nombre total d'enfants tués s'élève déjà à plus de 5.350 dans la bande de Gaza et plus de 85 en Cisjordanie.

Il est probable que les morts et les blessés sans précédent que nous avons connus jusqu'à présent ne soient qu'un début. Les experts en santé publique savent, d'après les conflits similaires dans le monde, qu'il est probable que plus d'enfants meurent de maladies évitables que de balles et de bombes. Bien que le gouvernement israélien ait parlé de zones sûres où les familles pourraient se réfugier, ces zones sont régulièrement bombardées et sont loin d'être des zones de santé publique sûres. Elles ne disposent pas d'eau propre, d'installations sanitaires et de toilettes fonctionnelles, de suffisamment de nourriture, ni de personnel médical qualifié disposant de médicaments et d'équipements. Il s'agit là des besoins fondamentaux de tout être humain, en particulier des bébés et des enfants, pour rester en bonne santé et en vie.

L'aide humanitaire n'arrive qu'au compte-goutte et seulement dans la partie sud de la Bande de Gaza. Et il n'y a aucun endroit épargné par les bombardements de l'armée la plus immorale du monde. L'armée israélienne sous prétexte d'éliminer les combattants palestiniens, poursuit le massacre des civils et veut expulser les survivants de la Bande de Gaza.

Il est temps que tout le monde reconnaisse le vrai but du gouvernement fasciste de l'État sioniste : éradiquer de leur territoire qu'ils baptisent le Grand Israël, le plus grand nombre possible de Palestiniens, notamment les enfants et le meilleur moyen d'y arriver, c'est d'en tuer le plus possible. L'Afrique du Sud a officiellement dénoncé Israël devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour des actes de nature génocidaire commis aujourd'hui avec l'intention spécifique de "*détruire les Palestiniens de Gaza*".

Personne, de bonne foi, ne peut désormais nier quel est le vrai but du gouvernement sioniste et de la plupart de ses opposants (également sionistes) : annexer toute la Palestine et en virer le maximum d'autochtones, quitte à faire passer cela pour un geste humanitaire. Certains ministres, comme Bezalel Smotrich, le disent tout haut.

Et c'est là que commence le rôle de la « *gauche* » française qui semble vouloir que l'on accueille pour la énième fois des réfugiés palestiniens hors de la Palestine, au nom de critères humanitaires qui ne sont que la traduction du discours officiel de l'État sioniste.

En France, les dirigeants de la « *gauche* » et des syndicats sont très absents du combat contre les sionistes. Leurs déclarations sont ambiguës. Ils se prêtent volontiers à l'exercice obligé imposé par les *media* dominants de condamner le Hamas avant ou après avoir condamné le massacre. Même Lutte Ouvrière a pour slogan « *Contre Netanyahu et le Hamas* ». Tous ces gens nous diront qu'ils ne sont pas anti-palestiniens mais anti-Hamas, que le Hamas n'est pas un mouvement de résistance, mais un mouvement terroriste islamiste, certains pensent même que c'est comme DAESH.

Ces positions des directions de la CGT, du PCF et, à un degré moindre, de la plupart des dirigeants de LFI (sans parler des pro-sionistes du PS et des écolos) montrent qu'ils ont intégré le discours occidental donneur de leçons et qu'ils ne voient aucun problème dans le fait de décider au nom des Palestiniens qui est résistant et qui ne l'est pas. Or, les Palestiniens considèrent que le Hamas est un mouvement de résistance, et, depuis le 7 octobre quasiment toutes les organisations palestiniennes prônent l'union de tous.

De même, les dirigeants de la « *gauche* » française avalent tout cru le discours officiel de l'État d'Israël sur le récit du 7 octobre, le discours du menteur professionnel qu'est Netanyahu ! A aucun moment, ils ne remettent en cause la propagande de l'État sioniste, alors que des preuves ont été fournies que les morts des 7, 8 et 9 octobre ont été, au moins en partie, tués par l'armée israélienne. Même LFI, qui a une position plus franchement solidaire des Palestiniens, parle des « *crimes de guerre* » du Hamas. Pour les autres, le discours commun est « *la destruction de Gaza ne peut constituer une réponse aux attentats terroristes du 7 octobre* ». Quant à Sophie Binet, s'exprimant au congrès de l'Union Confédérale des Retraités de la CGT à propos des conflits armés en cours, pour elle : « *Cette montée des conflits s'accompagne d'une montée de l'extrême-droite, sur les cendres des politiques néolibérales et avec le soutien actif d'une partie du Capital et de certaines puissances comme la Russie, qui organise par exemple des actions antisémites en France, pour mieux faire monter les tensions.* ». Plus intégrée à l'idéologie dominante, tu meurs ! Les USA et l'impérialisme occidental, ça n'existe pas ou n'est en rien responsable de cette « *montée des conflits* ».

Tous entrent dans le jeu des impérialistes dominants avec leur fixation sur le 7 octobre et le Hamas, et refusent de contextualiser et de rappeler que tout a commencé non pas en 2023, mais en 1947, voire en 1907 avec le projet du premier ministre britannique Campbell-Bannerman d'une tête de pont au Proche-Orient.

L'union des forces palestiniennes

Rappelons d'abord qu'à Gaza, les combattants du Hamas ne sont pas les seuls à affronter les troupes d'occupation. Toutes les branches armées y sont présentes : les brigades Abou Ali , Mustapha (Front Populaire de Libération de la Palestine, FPLP, marxiste-léniniste), Al Aqsa (Fatah, tendance Marwan Barghouti), Al Qods (Jihad Islamique) et celles du Parti du Peuple Palestinien (PPP, social-démocrate) et du Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP, marxiste-léniniste).

Plus globalement, les organisations palestiniennes s'expriment de plus en plus pour promouvoir l'union. Et d'abord les marxistes-léninistes : le FPLP a appelé à « *l'union des forces nationales, islamistes et laïques* » et le PCP (Parti Communiste Palestinien) a déclaré « *maintenant, toutes les organisations palestiniennes doivent être unies pour mettre fin à l'occupation* ». Enfin, Ramzi Rabah, du FDLP déclare « *Ce n'est pas seulement le Hamas qui est attaqué mais tous les Palestiniens. Parce qu'Israël veut en finir avec l'autodétermination du peuple palestinien et la création d'un État.* ».

Mais également les autres organisations de gauche. Saleh Rafat, de l'Union démocratique palestinienne (Fida), qui a récemment demandé que l'OLP coupe tout lien avec les États-Unis, soutient : « *stopper l'agression israélienne à Gaza mais aussi en Cisjordanie, il faut passer à l'initiative* ». Pour Bassam Saleh, du PPP, en novembre 2012, lorsque l'État de Palestine obtient le statut d'État non-membre observateur auprès de l'ONU, il aurait fallu « *ne plus construire des institutions mais construire la résistance et cesser de reconnaître Israël. Mais l'OLP n'a pas suivi* ». Selon lui, il faut « *reconstruire l'unité nationale y compris avec le Hamas sur la base d'un programme accepté par tous et revenir au rôle historique de l'OLP* ». L'idée principale est que, désormais, aucune discussion n'ait lieu avec Israël tant que l'occupation se poursuit et que les colonies ne sont pas démantelées. « *On a voulu nous faire croire qu'on était indépendants alors que nous ne contrôlons rien et que l'occupation s'aggrave. Ce modèle a échoué. Si nous voulons un État indépendant, il faut la fin de l'occupation et donc résister.* » Ce que la gauche palestinienne résume dans un slogan : « *Pas de libération sans fin de l'occupation* ».

La question divise encore une autre organisation, le Fatah. Certains, notamment parmi ceux qui participent à l'Autorité Palestinienne, peut-être plus sensibles à leur propre sort qu'à la cause du peuple palestinien, rechignent à prôner l'unité. Mahmoud Abbas persévère dans son approche, alors qu'il devrait reconnaître l'échec d'Oslo et

changer sa politique attentiste qui ne permet pas de faire bouger les choses. Comme le dit Mustafa Barghouti, de l'Initiative nationale palestinienne, personnalité connue et respectée : « *Au sein de la direction de l'OLP, certains dorment encore sur leur paradigme, ils sont encore liés aux accords d'Oslo et ne se rendent pas compte que le danger est le même pour tous. Tous les partis doivent être dans l'OLP* ».

Le Hamas est lui-même sensible à cette question. Voici quelques extraits d'une interview donnée le 21 décembre dernier d'un de ses représentants au Liban, Osama Hamdan : « *La perspective d'une unité palestinienne est aujourd'hui prometteuse [...] Tout d'abord, la résistance affronte activement l'occupation, renforçant l'idée que la résistance est la seule solution viable. Pendant ce temps, l'occupation ne tient aucun compte de l'Autorité palestinienne, qu'elle considère comme inexistante, et elle est directement engagée à Gaza. Ainsi, toutes les parties sont en conflit avec l'occupation, ce qui constitue un terrain d'entente pour l'unité. [...] Pour parvenir à un État palestinien, même si c'est sur une partie de notre terre historique, alors que celle-ci nous appartient entièrement, il faut une unité palestinienne, une opportunité que nous devons saisir pour résoudre notre division. Nous croyons fermement qu'il s'agit d'une véritable chance pour l'unité. Nous espérons que ceux qui ont longtemps privilégié les consensus adopteront désormais cette logique.* ». Pour préciser de quelle unité il s'agit, M Hamdan a ces mots : « *Nous ne discutons pas [de la question de] l'unité avec l'AP, mais avec l'ensemble des forces et des organisations politiques palestiniennes. L'AP est une institution qui a émergé dans des conditions spécifiques, distinctes des organisations qui représentent des segments de la population palestinienne. Il est indéniable que chaque organisation palestinienne active sur le terrain a ses partisans ; sinon, elle aurait disparu de notre paysage politique.* ».

En finir avec l'oppression du peuple palestinien

Le Parti Révolutionnaire Communistes ne partage pas les idées islamistes du Hamas, il est plus proche du FPLP. Pour autant, nous pensons que la perspective de l'unité de toutes les organisations et de tous les combattants de la Palestine est un véritable espoir autant qu'une nécessité.

Contrairement aux dirigeants de la « gauche » française, nous ne perdons pas de vue que le conflit se déroule entre un peuple colonisé et un État colonisateur, porte-drapeau de l'impérialisme dominant. Il n'est en aucun cas question de partager les torts. Israël n'est pas une victime, c'est l'agresseur. La création de l'État sioniste est le point de départ de 75 ans de conflits, d'oppression et d'apartheid du peuple palestinien. Dire cela ce n'est pas vouloir rejeter « *les colons juifs à la mer* », mais c'est se prononcer pour un État unique laïque.

Dans l'immédiat nous rappelons notre exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent, de la fin de l'occupation, du démantèlement des colonies et du retour des réfugiés.